

## PERSPECTIVES A 5 ANS : 1<sup>ère</sup> PARTIE

### APPROCHE "EN SUIVANT LES CAPITAUX" (sur 4 pages) :

#### Analyse de l'étude VERTUMNE\* : QUEL EST LE PARI DES CAPITAUX ?

#### I) LES FAITS\* :

Dans le secteur vins et spiritueux (1), au niveau mondial :

- **En nombre d'opérations**, il y a eu :  
**3,5 fois plus d'investissements financiers** (acquisitions, fusions, joint ventures) en 2005 (et en 2004) qu'en 98, 99, et 2000 ...
- **Le nombre d'investisseurs "institutionnels"** (*étrangers à la filière : banques, assurances et fonds spécialisés*) ayant participé à ces investissements financiers a été :  
**5 fois plus élevé** en 2005, toujours par rapport à 98.
- **Le montant total** des investissements réalisés par l'ensemble des opérateurs a été :  
**10 fois plus élevé** en 2005, toujours par rapport à 98...

C'est une véritable "ruée de capitaux". Les auteurs de l'étude VERTUMNE\* parlent d'une "explosion" des mouvements financiers. **Les capitalistes du monde entier sont ainsi de plus en plus nombreux à croire, de plus en plus fort, en la rentabilité du secteur vin et spiritueux (1) dans le monde. Et ils ont la réputation de toujours "anticiper"...**

N.B. C'est d'autant plus frappant que l'année de référence, 1998, a été le point culminant des "années fastes" de la viticulture mondiale. Années fastes commencées en 94, avec la reprise de la hausse de la consommation mondiale, l'apurement progressif de tous les stocks, une flambée générale des prix (*en 98 justement*) et même une augmentation des exportations françaises de vins pendant toute cette période (*contrairement à ce qui s'était passé au cours des 6 années précédentes, et à ce qui se passe depuis 7 ans ...*).

**Le cadre économique de cet afflux financier est indiqué dès la 1<sup>ère</sup> phrase de l'étude :**  
*"Au cours des huit dernières années (1998-2005), la consommation mondiale de vin a progressé de 20 % : près de 3 milliards de caisses de 9 L consommées en 2005 (plus de 260 millions d'hl) contre 2,4 milliards en 1998 (216 millions d'hl)".* Pour un produit alimentaire, et sur une longue période, il faut reconnaître que c'est une progression attirante (2)  
Surtout avec un leader mondial (la France) qui risque d'arracher massivement ses vignes...  
Mais justement, comment concilier cette double et forte augmentation (*de la consommation, et des investissements financiers notamment d'origine non vinicole*) avec la crise actuelle de la viticulture française, dans le cadre de ses "perspectives à 5 ans" ?

## II) 1<sup>ère</sup> INTERPRETATION POSSIBLE, POUR LES ANNEES A VENIR :

### HYPOTHESE N° 1 :

Si l'on croit que la **grave** crise française est **mondiale**, on peut aussi croire que c'est justement cette crise qui favorise le développement d'acquisitions, fusions et "joint-ventures", dans le sens d'une "**concentration**", à travers le monde :

- les capitaux extérieurs afflueraient dans ce "creux de vague", pour acheter "à bas prix" ...
- dans l'espoir d'engranger, ultérieurement, bénéfiques et plus-values.

Ce serait ainsi un formidable gage de confiance en l'**avenir** de la filière... Avenir **à moyen et long terme**, puisque la croyance en une "**grave crise mondiale**" se base sur des "*excédents de 50 M Hl par an*" (cf "1.4"...) qui, en 2006, ne seraient pas près d'être résorbés !

Les afflux de capitaux en 2005 trahiraient donc la **prévision d'une "sortie de crise" plutôt après 2006/2007 : vers 2008/2009 ?**

**Réponse 1. 1 :** *Le nombre constaté d'investisseurs "institutionnels" (donc au départ extérieurs à la filière) 50 (!) rend assez peu probable ce calcul spéculatif à vraiment "très long terme", pour un tel nombre de financiers. En effet, les financiers qui recherchent du "long terme" sont relativement peu nombreux, même s'il en existe (assurances).*

**Réponse 1. 2 :** *A moins bien sûr de penser que les "intermédiaires" s'enrichissent le plus... quand les producteurs souffrent le plus... Mais, d'après les auteurs de l'étude, les investissements concernent :*

- très peu : les réseaux de **distribution** (moins de 20 % du nombre d'opérations, et avec des montants "moins lourds").
- en bonne partie : **vignoble et caves** "pour garantir l'approvisionnement des marques fortes". Ce qui est donc exactement le contraire de "l'intermédiaire" qui parierait sur l'effondrement durable des cours.

**Réponse 1. 3 :** *Pendant de nombreuses années, de nombreux orateurs ont rassuré la filière viticole française en assurant que l'explosion de la production dans les pays "nouveaux producteurs" ne serait qu'une "bulle" : aux premiers signes de crise, les capitaux, insuffisamment rémunérés, repartiraient vers la bourse. Et laisseraient ainsi la place libre à la "viticulture familiale française"... Crise, et afflux de capitaux, étaient donc incompatibles...*

**Réponse 1. 4 :** *Les auteurs de l'étude rappellent à juste titre que les crises (cycliques) du vin n'apparaissent que lorsque la production dépasse "**de plus de 50 Millions d'Hl la demande mondiale**" (demande sous forme de vin car, jusqu'à 50 millions d'Hl, c'est : cognac, brandies, usages industriels, ... etc).*

**Conclusion :** L'explosion des mouvements financiers en 2005 ne semble pas être provoquée par une crise à la fois grave et mondiale. Elle n'est donc sans doute pas un indice fiable d'une "*prévision de sortie de crise sur 2008 ou 2009*".

### III) 2<sup>ème</sup> INTERPRETATION POSSIBLE, POUR LES ANNEES A VENIR :

**HYPOTHESE N° 2 :** "La crise" est très différente selon les pays :

- **Absente** au Chili, en Argentine, en Afrique du Sud, en N. Zélande, en Chine ... etc.
- "**Banale**" (cyclique) aux USA et en Italie (?)
- "**De croissance**" (d'indigestion) en Espagne et en Australie.
- **Exceptionnelle** (et générale sauf effervescents) **seulement en France.**  
(Voir approche "méthodologique", en 3<sup>ème</sup> partie de ces "perspectives à 5 ans"...)

Les capitaux affluent pour des profits **également à court terme**, sur la plus grande partie de la planète. L'indication d'une confiance en l'avenir **à moyen et long terme** est donc beaucoup moins nette (sans être exclue pour autant).

La filière vins et spiritueux reste très profitable sur l'ensemble du monde, même depuis 99...

**Réponse 2. 1 :** *Sur 496 opérations (en 8 ans) pour lesquelles le mode de paiement est connu, l'immense majorité, 460 (dont, forcément, une bonne partie issue du vin) ont été "financées par du cash" (contre seulement 18 par "échanges d'actions" et 10 par "dette").*

*Cela semble confirmer que les profits ne sont pas seulement "escomptés à long terme", mais déjà bien présents, malgré la fin de l'euphorie 94/98.*

**Réponse 2. 2 :** *La progression de l'afflux de capitaux est très différente selon les pays : En nombre d'opérations, entre la période 1998/2001 et la période 2002/2005, cette progression a été de :*

- + 25 % seulement pour la France, face à : + 53 % pour les USA,
- + 190 % pour l'Espagne, + 357 % pour l'Australie, + 416 % pour l'Italie,
- + des taux "faramineux" pour le Chili, l'Argentine, l'Afrique du Sud, la Chine, la Nouvelle Zélande qui, certes, partaient de chiffres très faibles (0 à 2 opérations entre 1998 et 2001) mais qui sont exactement les pays que l'on peut considérer comme "non en crise". Tandis que la France, à l'autre bout du classement (avant-dernière devant l'Allemagne) est justement le pays le plus en crise...

**Réponse 2. 3 :** *Cette hypothèse "N° 2" d'une crise "très nuancée" est confirmée par le fait que, sur les 35 opérations les plus importantes de 98 à 2005, les seules ayant concerné la France portaient, toutes,... sur la Champagne, "la région qui ne connaît pas la crise".*

**Conclusion :** L'afflux de capitaux semble d'abord être la preuve que "la crise", telle qu'on la connaît en France, n'est pas du tout "mondiale", **dans sa gravité.**

Nos concurrents (+ Champagne) continuent de se muscler (capitaux à l'appui). Cela laissant présager une augmentation de leur compétitivité. Sans doute aussi de leurs productions.

D'où une "perspective à 5 ans" **d'aggravation de la situation concurrentielle**, pour une France viticole qui semble se reposer sur la croyance en une "grave crise générale".

- (1) Ces investissements financiers portent sur le secteur des vins ... **et spiritueux**. Mais :
- La "recherche d'un contrôle plus grand de la production de **vins**" a été "une des raisons dominantes" des mouvements de capitaux (*c'est la 1ère affirmation de l'étude VERTUMNE, en titre, et en gras...*).
  - Les entreprises ne travaillant **que** des spiritueux ont été exclues du champ de l'étude.
  - Les 8 plus grandes entreprises mondiales travaillant le vin sont "mixtes" (vins + spiritueux). Graphique CEVISE du "*TOP 20 mondial*" à disposition...
  - Les entreprises visées par ces opérations financières sont "très largement situées dans les pays producteurs (de vin) comme Australie, France, Espagne, USA, Italie"\*.
- (2) Ce taux d'augmentation de la consommation mondiale de vins de 6 Md'hl par an est 3 à 6 fois plus élevé (*sic !*) que celui indiqué par l'OIV (*qui, depuis 3 ans, revoit régulièrement et très rétroactivement ses chiffres à la hausse*). Voir graphique sur "5 versions" ...  
La source des "+ 20 % en 8 ans" est "IMPACT", revue de référence aux Etats-Unis (où l'on ne fait pas extrêmement confiance en l'O.I.V.). Avec la caution ainsi apportée par les 3 auteurs de l'étude Vertumne, et par le commanditaire de l'étude ("London Wine Fair") il est permis de se demander qui a raison. Voir à ce sujet la "NDLR", ci-dessous...
- 

**\* Source :**

**"Etude Vertumne"** = *"Investissements financiers dans le secteur des vins et spiritueux. Analyse mondiale (historique récent, stratégies et prospective) des fusions, acquisitions, et investissements financiers des principaux acteurs du secteur"*.

*Etude commissionnée par les organisateurs de la London International Wine & Spirits Fair 2006.*

*Et réalisée par Vertumne International et Associés – Bordeaux, France.*

*Frédéric **JULIA** (coordinateur) - Alfredo Manuel **COELHO** – Jean-Pierre **COUDERC***

**NDLR :**

F. JULIA est un ancien directeur de VINEXPO,

J.P COUDERC (ancien Directeur Export et Développement de Listel) est enseignant-chercheur à l'ENSAM (Agro-Montpellier).

A.M. COELHO y est chercheur associé.

Le cabinet VERTUMNE a été un des premiers au monde à pronostiquer un prolongement de la hausse de la consommation mondiale de vins au-delà de 2000. A l'époque le tout-Paris et le tout-Bruxelles viticoles avaient beaucoup ricané, prétendant que c'était de "l'intox", pour faire plus d'entrées à VINEXPO (*qui avait financé l'étude*).

VERTUMNE puise ses informations dans le monde des affaires, de la banque, à dominante anglo-saxonne. Paris et Bruxelles préférant l'Administration française, européenne ou intergouvernementale (OIV). Espérons qu'il y aura bientôt synthèse, entre "+ 1" et "+ 6" M d'hl de croissance annuelle de la consommation mondiale de vin.

---

**Pierre LECLERC, au 26/04/06**

## Perspectives à 5 ans : 2<sup>ème</sup> partie

### Approche "chiffrée" (sur 2 pages + 2 graphiques en annexes "2A" + "2B") : Evolutions globales du marché, en France, pour total "**VQPRD + VDTP**"

Rappel des dernières moyennes quinquennales constatées (sur 2001/2005)				Pronostic, au 10/03/06, de moyennes quinquennales pour 2006/2010	
<b>I) DEBOUCHES :</b>					
	<b>Volumes</b>	<b>Rendements</b>	<b>Superficies</b>	<b>Bases de calcul</b>	<b>Différences/à moyennes 2001/2005</b>
a) Consommation taxée :	<b>33,1 M.hl/an</b>			Baisse de 0,3 Mhl/an x 5 années	- 1,5 M.hl en année moyenne
b) Exportations :	<b>+ 14,9 M.hl/an</b>			Remontée au niveau de 2003/2004 = 14,7 (2004/2005 = 13,7)	- 0,2 M.hl en année moyenne
c) Importations :	<b>- 5,15 M.hl/an</b>			Stabilisation au niveau de la moyenne 2003/2004 + 2004/2005 = 5,45	"+" 0,3 M.hl en année moyenne
<b>d) Sous-total "débouchés bien connus" (a+b-c)</b>	<b>= 42,9 M.hl/an</b>			- 1,5 – 0,2 – 0,3 (importations)	d bis) - 2,0 M.hl en année moyenne
e) Auto-consommation et pertes	?			} Supposés identiques <sup>(1)</sup>	(e + f + g + h) bis : ± 0,0 <sup>(1)</sup>
f) "Autres usages" (jus, moûts, vinaigres ...)	?				
g) Distillations (P.V. + de bouche + de crise)	?				
h) Interférences avec vignes "aptées au Cognac..."	?				

Rappel des dernières moyennes quinquennales constatées (sur 2001/2005)				Pronostic, au 10/03/06, de moyennes quinquennales pour 2006/2010	
II) PRODUCTION :				BASES DE CALCUL	DIFFERENCES/à MOYENNES 2001/2005
i) Superficies (hors "aptés au Cognac...") :			781 000 ha	Arrachages massifs : - 15 000 ha/2006 (= rythme maximum connu dans le passé) Puis : - 30 000 ha/an après !!!	⇔ 706 000 ha en 2008 (année moyenne) Soit : - 9,6 %
j) Rendement moyen (hors "aptés...") :		57,4 hl/ha (!) (50 hl/ha en VQPRD et 69,.... hl/ha en VDTP)		j bis) Retour à la moyenne des moyennes quinquennales de 84 à 88 (avant D.O et gel de 91) pour les 5 raisons énumérées sur le graphique "2B" ...	= 63,4 hl/ha en année moyenne, soit : + 10,4 % par rapport à moyenne 01/05.
k) Production ("hors aptés...") D.R. :	44,8 M.hl/an			706 000 x 63,4 = 44,8 M.hl en année moyenne, soit stabilité. (Comme toujours et partout en période d'arrachage sans D.O).	k bis) ± 0,0
III) RESULTAT:					
<p><b>Crise sans précédent</b> (et chiffres incohérents)  Les "sur stocks" sont estimés à 6 M.hl à mi 2005 (½ VQRD et ½ VDTP ?) ... ou 3 fois plus, si l'on prend les chiffres DGDDI* !  6 M hl, cela donnerait <b>1,2 M hl d'excédent moyen annuel ...</b> mais les débouchés "e, f, g" ont dû représenter, en moyenne, 4 % de la production, soit 1,8 M d'Hl/an, soit la quasi-totalité de l'écart entre 44,8 de production et 42,9 de "débouchés bien connus" !*  * Les chiffres officiels sont donc doublement incohérents (voir graphique "2A"). <b>Mais la crise, elle, est indubitable...</b></p>				<p>d bis + (e , f , g , h) bis + k bis</p> <p>- 2 + 0 <sup>(1)</sup> + 0 = <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">- 2 M.hl</span></p>	
				<p><b>2 M d'hl d'excédent en plus, en année moyenne, soit :</b>  1,2 + 2 = 3,2 M.hl/an d'excédent ?  Sauf :  (1) accroissement des distillations ? ou des usages industriels ?  (1) ou amélioration de l'équilibre des Charentes ?</p>	
<p><b>NB :</b> Ces prévisions pour la France ne tiennent pas compte de l'effet "appel d'air" qu'une réduction sensible du vignoble français aura vraisemblablement chez les concurrents. Dans un contexte de <b>marché mondial en hausse régulière depuis 10 ans</b>, des arrachages massifs, <b>chez le plus gros producteur mondial</b>, auront en effet un "double effet appel d'air" :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'un en France, sur les rendements, expliqué sur le graphique "2B", et chiffré en "j bis" ci-dessus...</li> <li>- l'autre à travers le monde, sur les surfaces plantées, non chiffré ci-dessus. L'afflux récent de capitaux (cf. étude VERTUMNE et "l'approche suiviste", en 1<sup>ère</sup> partie...) semblant confirmer ce pronostic depuis longtemps largement partagé.</li> </ul>					

Pierre LECLERC, après CA du CEVISE du 24/03/06


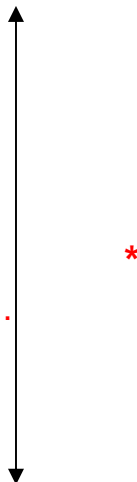

**PERSPECTIVES A 5 ANS : 3<sup>ème</sup> PARTIE**  
**APPROCHE "METHODOLOGIQUE" (sur 2 pages) :**  
**SCHEMA HABITUEL DE TRAITEMENT D'UNE CRISE**

**I) Préalable : ANALYSE DE LA CRISE**

I.1 : MESURE DE L'INTENSITE de la crise	I.2 : POUR LES VINS : SEPT INDICATEURS simples						I.3 : LOCALISATIONS Inventaire partiel, à mi-mars 2006, à vérifier...:	
	2 indicateurs FREQUENTS,		5 indicateurs simples et EXCEPTIONNELS					
4 niveaux sur "l'échelle des crises viticoles" :	<b>Hausse des stocks</b> (ou stocks durablement élevés)	<b>Baisse des prix du vrac</b> (ou prix durablement bas)	Baisse du prix <b>des vignes</b>	Distillation dans le <b>milieu de la gamme</b>	Chute des <b>investis- sements</b>	<b>Consensus</b> pour aider l'arrachage	Arrachage <b>effectif</b>	
Niveau 0 : <b>pas de crise</b>	/	/	/	/	/	/	/	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Champagne</li> <li>- Diois</li> <li>- Afrique du Sud (?) Chine,</li> <li>- Chili ? Nouvelle-Zélande,...</li> <li>- Autres pays étrangers (?)</li> </ul>
Niveau 1 : <b>CRISE "CLASSIQUE"</b> , ("mineure", "cyclique", conjoncturelle...)	<b>X</b>	<b>X</b>	<b>ZERO, OU 1 DES 5 INDICATEURS EXCEPTIONNELS</b>					<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plusieurs pays étrangers (U.S.A ? Italie ? .... ?)</li> </ul>
Niveau 2 : <b>CRISE "DE CROISSANCE"</b>	<b>X</b>	<b>X</b>	1,2 ou 3, des 5 indicateurs exceptionnels <b>avec augmentation durable et rapide de la production</b> (ex : + 50 % en - 10 ans)					<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ensemble de l'Australie ?</li> <li>- Ensemble de l'Espagne ?</li> <li>- ..... ?</li> </ul>
Niveau 3 : <b>CRISE "EXCEPTIONNELLE"</b> ("majeure", "hors normes", structurelle...)	Non significatif *	<b>X</b>	<b>3, 4, OU 5 DES 5 INDICATEURS EXCEPTIONNELS</b> sans augmentation, ni durable ni rapide, de la production					<ul style="list-style-type: none"> <li>- Majorité des régions françaises</li> <li>- Aucun pays étranger</li> <li>- x régions étrangères (?)</li> </ul>

\* Dans les crises exceptionnelles, les stocks peuvent devenir bas (par exemple suite à distillation, ou autre mesure drastique) sans que cela ait d'effet net sur les prix, ni sur les autres indicateurs.

Pierre LECLERC, après CA du CEVISE du 24/03/06

ÉTAPES POSTÉRIEURES à l'analyse de la crise exceptionnelle (de "niveau 3" ) qui frappe la France viticole :	CALENDRIER TRÈS OPTIMISTE	PREVISIONS DE Pierre LECLERC	CALENDRIER POSSIBLE
II) <b>Consensus</b> ( <i>le plus large possible</i> ) sur le type d'analyse de la page précédente ("étape I")	mi 2006 ?	mi 2008 ?	mi 2010 ?
III) <b>Recherche des causes</b> ( <i>directes et indirectes...</i> )			
IV) <b>Consensus</b> (le plus large possible) sur les causes	fin 2006 ?	fin 2008 ?	fin 2010 ?
V) <b>Recherche de solutions</b> adaptées aux causes	 <p>Délai minimum de 2 ans ½ ... *</p>		
VI) <b>Consensus</b> ( <i>le plus large possible</i> ) sur les solutions			
VII) <b>Mise en place</b> des solutions ( <i>financements,ancements, ajustements...</i> )			
VIII) <b>Premiers résultats des solutions retenues</b>			
IX) <b>Amélioration structurelle de la situation</b>	fin 2008 ? *	fin 2010 ? *	fin 2012 *

\* Pronostic quinquennal de Pierre LECLERC :

Pendant le déroulement de ce schéma, c'est-à-dire d'ici 2008, 2010 ou 2012 (selon les cas) la situation globale devrait encore s'aggraver, en France, par rapport à celle de 2005 (même avec arrachages massifs, et éventuelles décisions sur les réformes discutées depuis 3 ans).

NB : Hors, bien-sûr un "gel exceptionnel", du type de celui de 1991, qui pourrait apporter un bref répit, dans l'aggravation.

Ceci du fait des différents mécanismes qui ont amené cette crise exceptionnelle sur la France (et qui relèvent donc des "causes de la crise", cf "étape III"...)

Pour l'approche chiffrée, voir la "2ème partie" de ces "perspectives à 5 ans".

Pierre LECLERC, après CA du CEVISE du 24/03/06.

**PERSPECTIVES A 5 ANS : 4<sup>ème</sup> PARTIE**  
**APPROCHE RÉGIONALE ET A PLUS LONG TERME**

**La viticulture, en Provence et Vallée du Rhône,  
dans les 5 à 15 ans à venir...**

*Note personnelle, au 25 avril 2006*

- I) Perspectives : Double virage en vue, pour toute l'agriculture régionale...**
- l'un à court terme, dans un sens,
  - l'autre à long terme, dans l'autre sens



La principale difficulté de la politique à définir pour les années à venir, pour l'agriculture de la région PACA (dont la viticulture), semble résider dans la perspective de 2 virages majeurs, totalement contradictoires :

**A. Sur le court et moyen terme (2007/2012) :**

C'est l'addition de 3 crises d'envergure, et de la "solution toute trouvée".

Les 3 crises sont :

- La crise des **fruits et légumes**, déjà patente.
- La crise des **vins** (y compris d'AOC) qui n'en est qu'à son commencement...
- La crise qui va découler du "découplage" des aides aux productions aidées (céréales et élevages) avec **chutes de production**, au profit des "espaces d'agrément". (*Sans parler des crises actuelles d'une partie du secteur "plantes à parfum", et de la filière volailles*).

La "solution toute trouvée" (pour certains...) c'est "le béton" qui :

- par les prix extraordinaires des terrains à bâtir, apporte une "sortie sociale", ou un formidable "ballon d'oxygène", à de nombreux cas, dès le 1<sup>er</sup> ha rendu constructible.
- apporte aussi (il ne sert à rien de le nier) des emplois, de l'animation, de "l'expansion", des "électeurs neufs", ... etc.

Les questions se posant étant :

- Pour les communes :  
Jusqu'à où peut-on supporter les friches et leurs multiples problèmes ?  
Les possibilités d'expansion de l'urbanisation sont-elles partout infinies ? (en termes d'eau ? de clientèle ? ...)
- Pour la région : jusqu'à où l'urbanisation peut-elle aller, sans tuer la poule aux œufs d'or du tourisme (*déjà menacée par l'ozone, des risques de canicule...etc*) et sans trop mécontenter les habitants déjà installés ?
- Pour le pays : jusqu'à où un pays (de plus) peut-il aller dans une économie ne reposant progressivement plus **que sur des services** (*dont un tourisme menacé*) et des achats de marchandises à l'étranger ?

## B. Sur le long terme (2015 ? 2020 ? ... ?) :

Un renversement complet de la situation de l'agriculture est prévisible :

- La **Demande de nourriture** va augmenter, sous le **double effet** :
  - de l'augmentation de la population mondiale,
  - et de l'augmentation progressive (mais réelle) du niveau de vie moyen de cette population.
- **Le développement de l'offre agricole** va au contraire être entravé :
  - **structurellement** :
    - par les problèmes de ressources en eau,
    - par les modifications climatiques : *réchauffement, variabilité,...*
    - par la limitation de la déforestation, des OGM, de tous les intrants (*pour des raisons de préservation de l'environnement, mais aussi de renchérissement du coût des matières premières nécessaires et de l'énergie pour les transformer et les transporter*).
  - **conjoncturellement au moins** : par les effets du "découplage des aides" sur l'ensemble des 25 pays européens, dont la production agricole pèse énormément au niveau mondial.
- **Les marchés finiront donc par être tendus, tôt ou tard à partir de 2013 (fin des aides PAC)**. Comme c'est progressivement déjà le cas pour toutes les autres matières premières (pétrole, gaz, fer, cuivre, ...etc).
- **Or dans beaucoup de régions**, lorsque le marché se retournera ainsi, la production pourra être progressivement remise en route (fin des jachères).  
Par contre :
  - dans les régions (comme PACA ?) où une partie très notable des meilleures terres aurait été trop bétonnée et "rurbanisée", le retour en production risque de ne plus être possible, dans des conditions compétitives (*taille des parcelles, dispersion des parcelles et des exploitations, interruption des réseaux, contraintes de voisinage...*).
  - dans la viticulture, la réglementation des droits de plantation, et la lourdeur des investissements, créeront des "situations de non-retour".

- Parallèlement, un renversement de la tendance vers "*toujours plus de mondialisation*" n'est pas exclu, qu'on le souhaite ou non. L'histoire économique des derniers siècles montre en effet des **cycles** libéralisme/protectionnisme/... toujours sur le long terme, bien-sûr.

**C.** Tout le problème semble résider dans la prise en compte de ce "double virage", contradictoire, sans que l'on sache si le 2<sup>ème</sup> virage relève du **long terme** (2015 ?) ou du **très long terme** (2020 ? ... ?)

## II) ORIENTATION GENERALE :

Face à ces perspectives "sinueuses", le maître-mot pour l'agriculture, et la viticulture, semble devoir être : **la souplesse**, la **capacité de mobilisation rapide** (des compétences, des financements, des énergies, ....) dans un sens comme dans un autre. La **réactivité** aux évolutions, leur prévision... et donc l'observation économique, sociale, environnementale...

Il ne semble donc pas utile de constituer de "nouveaux et grands outils".

### A. Il faut avant tout faire fonctionner en réseau tous les outils actuels :

Ils sont très nombreux : consulaires, professionnels, interprofessionnels, syndicaux, para-publics, publics, nationaux, territoriaux, ... etc.

*Certes, face à la crise, le nombre d'outils professionnels et syndicaux (viticoles, par exemple) risque de décroître.*

*Mais parallèlement, les communautés de communes, et certains départements, se mettent à embaucher des ingénieurs agro dans la force de l'âge, qui se mettent à leur tour à recruter, bien naturellement, 1, 2, puis 3 collaborateurs...*

*Le nombre d'outils restera donc très important, et leur mise en réseau nécessitera une volonté politique forte.*

Cette mise en réseau ne doit pas consister en une simple "concertation périodique", de pure forme. Il doit y avoir réseau :

- au niveau des **axes de travail** des outils : priorités données par les professionnels, et les politiques.
- au niveau de la **répartition des missions** entre outils : pas de "chasses gardées".
- au niveau des **résultats** : validation des résultats avant diffusion.

**B. Une telle mise en réseau peut sembler illusoire.** Ne serait-ce que parce que c'est à peu près exactement le contraire qui fonctionne actuellement. **Mais :**

- **La conditionnalité des aides** régionales pourrait faire évoluer bien des habitudes. D'autant que les crises agricoles vont certainement faire baisser les besoins de financement pour **investissements** ; et donc permettre un certain redéploiement vers "**l'immatériel**".
- Ces crises vont menacer bien des situations acquises et des certitudes...
- La perspective de pertes définitives de compétences et de savoir-faire, peut amener chacun à plus de souplesse que par le passé.
- Le réseau internet est un élément nouveau, qui peut contribuer à obtenir des fonctionnements nouveaux.

- La recherche de **précédents réussis dans d'autres secteurs** (*au sein des clusters viticoles californiens et australiens, des "districts" italiens, dans les actuels "pôles de compétitivité" ? dans les "S.P.L" ?*) pourrait atténuer l'aspect illusoire de réseaux dans l'agriculture.

### III) MOYENS IMMATERIELS:

#### A. Réseau des moyens financiers :

Les "Contrats Etat-Région" sont un exemple de fonctionnement en réseau...

Même si l'Etat doit déléguer aux Régions, et éventuellement se désengager, le relais peut être pris par les **Conseils Généraux**, dont les moyens financiers sont importants (*par rapport aux sommes que nécessite l'agriculture méridionale, et aux enjeux politiques que vont représenter les 3 crises agricoles, ne serait-ce qu'en terme de RMI..., financé par les Conseils généraux*).

En outre, du côté de la mobilisation des crédits **européens**, il y a beaucoup à faire. Même si c'est beaucoup plus lourd qu'auparavant. Et si cela nécessite donc, aussi, une mise en réseau des compétences... et des "réseaux" !

#### B. Le réseau inter filières agricoles, régionales :

Le besoin en est apparu (de façon spontanée et très consensuelle) lors des réunions de préparation du "SRDE PACA".

La diminution actuelle des effectifs de la Chambre Régionale d'Agriculture PACA ne peut que renforcer (et expliquer) ce besoin de mise en réseau entre filières.

De même : l'axe général, pour toutes les filières, de "reconquête des marchés régionaux" (*On voit mal chaque produit mener sa propre conquête de son côté... même si cela risque fort d'être tenté, notamment pour les vins ...*).

### C. Le réseau promotion :

Que ce soit pour la reconquête des marchés régionaux, ou pour le développement des exportations, ou pour les relations avec la GD, il y a tout à faire (*depuis 10 ans que le problème est parfaitement identifié*). Les propositions du "P.N.D.I.A.A" (*testées en Rhône-Alpes, Aquitaine et Bretagne*) sont à étudier de près.

Là comme ailleurs :

- il s'agit notamment d'une "coordination de coordinateurs" !
- un œil extérieur (*cabinet d'audit spécialisé en organisation, par exemple*) ne serait sans doute pas inutile,
- la diversité des statuts peut justifier l'étude de **structures "mixtes"** (privé/para-public/public) comme existent les "Sociétés d'Economie Mixte"....

### D. Le réseau amont-aval :

Les réseaux entre expérimentateurs existent en PACA mais les liens avec les besoins de l'aval sont très formels. Ceci malgré les efforts répétés des financeurs.

### E. Le réseau économie :

A l'intérieur d'une même filière (*vin, viandes, fruits et légumes...*) les échanges entre outils (*même également bien subventionnés par le Conseil Régional*) relèvent, pour l'instant encore, de la seule bonne volonté des uns et des autres.

Que ce soit pour le conseil aux entreprises, ou pour l'observation économique.

Alors que les intervenants sont particulièrement nombreux et variés : dans les Chambres d'Agriculture et de Commerce, les DDA et les DRAF, les banques et les assurances, chez les industriels fournisseurs... et bien sûr dans de nombreux organismes agricoles...

### F. Les réseaux d'entreprises :

L'ouverture vers le financement des "**alliances**" (*faite au travers du 5<sup>ème</sup> avenant au Contrat de Plan Etat-Région pour la viticulture de PACA*), doit être approfondie. Les premiers projets doivent servir de tests, d'enseignements.

Il paraît essentiel que des financements significatifs soient **envisagés** et proposés à la Profession, puis aux Politiques. Avec adaptations possibles, au fur et à mesure des résultats concrets et de leur appréciation.

D'autant que le niveau national suit l'exemple donné par PACA.

## IV) ASPECTS FINANCIERS : CHIFFRAGES DIFFICILES

### A) Actions "classiques" :

L'examen des financements accordés au cours des années passées par le Conseil Régional PACA montre des évolutions de besoins assez rapides, dès qu'on descend au niveau des lignes, c'est-à-dire "objet par objet".

En outre :

- S'il paraît **par exemple** évident qu'une ligne "caveaux de vente" doit être ré-ouverte au profit des caves coopératives, il est difficile, en ce début 2006, de dire quels besoins financiers annuels cela peut représenter.
- De même, pour tout ce qui est appuis **immatériels** aux entreprises, en termes de conseil, de reconquête des marchés régionaux, d'exportations, de relations avec la Grande Distribution, ... etc.
- Ou encore pour les investissements permettant les "adaptations aux consommateurs et à la législation" (*Etudes Marketing, tests produits, nouveaux contenants, .... etc*).

### B) Actions nouvelles :

- De "grands projets", nécessitant des sommes importantes, pourraient éventuellement résider dans les projets de construction des caves coopératives totalement **neuves**...  
Projets caressés depuis de nombreuses années, mais jamais aboutis jusqu'à ce jour. Une étude-type **de rentabilité**, validée par la Profession, s'impose pour savoir enfin dans quelles conditions de telles réalisations sont réellement envisageables.  
Car le besoin est évident, dans plusieurs dizaines de cas à travers PACA. Des montages juridiques permettant de faire écran entre la coopérative "ancienne manière" et la future (*du style atelier-relais*) pourraient être une des solutions. L'étude de rentabilité devrait donc être à la fois comptable, économique et juridique.
- L'encouragement de réseaux, de création de "clusters", un nouveau "pôle de compétitivité", pourraient être "dans l'esprit de Lisbonne"... et dans le sens des parties "II" et "III" de la présente note !
- Des études objectives sur les résultats **gustatifs** de nouvelles pratiques culturelles et œnologiques seraient des plus utiles aux débats (y compris nationaux ...)

Note personnelle,  
Pierre LECLERC, au 25 avril 2006